

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025-26-AI DU - 4 DEC. 2025 AUTORISANT
L'EXPLOITATION PAR LA SOCIÉTÉ FRANPAC SAS D'UNE USINE DE BOITES DE
CONSERVES MÉTALLIQUES SITUÉE 32 ROUTE DE KERVEOC'H À DOUARNENEZ**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020, établissant les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 9 décembre 2024 ;

VU le règlement n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4511 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2450 relative aux imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles... utilisant une forme imprimante ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n°2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ;

VU l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations classées relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne pour la période 2022/2027 ;

VU l'arrêté préfectoral n°44-08-AI du 20 août 2008 autorisant la société FRANPAC à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de boîtes métalliques de conserves alimentaires, 32 route de Kervéoc à Douarnenez ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2017 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la baie de Douarnenez ;

VU la preuve de dépôt n°202000115 du 19 décembre 2019 relative au bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2022 fixant des prescriptions complémentaires et actualisant l'autorisation d'exploiter de la société FRANPAC située 32 route de Kerveoc'h à Douarnenez ;

VU la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le dossier de compensation de la zone humide rédigé par la société DCI environnement en date du 12 juillet 2023 (version 4) ;

VU la demande du 26 avril 2024 présentée par la société FRANPAC SAS, dont le siège social est situé 32 route de Kerveoc'h à Douarnenez (29100), en **VUe** d'obtenir l'autorisation d'étendre les capacités de production et de stockage de son installation située à la même adresse ;

VU le dossier référencé 54039139, déposé à l'appui de la demande susvisée ;

VU le courrier du préfet du 14 août 2024 sollicitant des compléments au dossier référencé 54039130 susvisé ;

VU les compléments transmis par le dossier référencé 54039139 – version 2 déposés le 13 novembre 2024 en réponse à la demande du 14 août 2024 susvisée ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire les 27 août, 12 et 23 septembre 2025, notamment le rapport de contrôle acoustique partiel (affaire n°3562-1) rédigé par la société JLBi Acoustique ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;

VU l'information de l'Autorité Environnementale en date du 15 janvier 2025 ;

VU la décision n°E25000029/35 du 18 février 2025 du président du tribunal administratif de Rennes portant désignation du commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mars 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 34 jours consécutifs, du mercredi 30 avril 2025 au lundi 2 juin 2025 inclus, sur le territoire des communes de Douarnenez, Kerlaz, Le Juch, Plogonnec et Pouldergat ;

VU les certificats du 29 avril 2025, du 7 avril 2025 et du 27 mars 2025 justifiant l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé respectivement dans les communes de Douarnenez, Kerlaz et Pouldergat ;

VU la publication en date du 12 mai et du 3 mai 2025 de cet avis dans deux journaux locaux (Le Télégramme et Ouest-France) ;

VU le mémoire de la société FRANPAC SAS en date du 24 juin 2025 en réponse aux questions formulées par le commissaire-enquêteur ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture mentionné dans le rapport d'enquête du commissaire-enquêteur en date du 1er juillet 2025 ;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 1er juillet 2025 ;

VU l'absence de délibération des conseils municipaux des communes consultées dans le délai imparti ;

VU le rapport et les propositions en date du 3 novembre 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

VU l'avis Favorable du 20 novembre 2025 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant en date du 26 novembre 2025 ;

VU l'accord de l'exploitant sur le projet sus-cité par courriel du 3 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite l'extension des capacités de production et de stockage de son établissement spécialisé dans la fabrication de boîtes de conserves métalliques ;

CONSIDÉRANT que le projet constitue une modification substantielle de l'installation autorisée au sens de l'article R. 181-46-I du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet relève donc de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT l'absence d'extension du périmètre géographique des installations actuellement exploitées ;

CONSIDÉRANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnant, et en particulier la présence de plusieurs zones d'habitations dont les plus proches sont recensées à 60 m au sud des limites de propriété ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec les affectations du sol ainsi que les enjeux locaux et nationaux, notamment le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne (2022-2027) et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Baie de Douarnenez ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas à l'origine d'un accroissement significatif de la consommation en eau potable destinée aux procédés industriels ;

CONSIDÉRANT que le projet vise à réemployer une partie des eaux pluviales de toitures non susceptibles d'être polluées à des fins d'usage sanitaire uniquement ;

CONSIDÉRANT que cet usage des eaux pluviales de toiture limite l'augmentation de la consommation d'eau prélevée à partir du réseau public de distribution d'eau potable ;

CONSIDÉRANT qu'un tel usage requiert des exigences de conception, de maintenance et de contrôle des dispositifs mis en œuvre afin de prévenir tout risque de mélange aux eaux de procédés et aux eaux destinées à la consommation humaine ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a mis en œuvre depuis 2022 des mesures de réduction de la consommation ;

CONSIDÉRANT que le retour d'expérience d'exploitation des installations révèle que la consommation annuelle d'eau prélevée à partir du réseau public de distribution d'eau potable est inférieure de 66 % à la quantité autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 août 2008 susvisé ;

CONSIDÉRANT dès lors que ce retour d'expérience justifie la révision de la prescription relative à la quantité d'eau consommée par l'établissement ;

CONSIDÉRANT que les eaux rejetées dans le réseau d'assainissement communal séparatif sont constituées des eaux de lavage des sols des ateliers ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas à l'origine de création de surfaces supplémentaires à laver ;

CONSIDÉRANT dès lors que le projet ne modifie ni le volume d'eaux rejetées ni les modalités de rejet ;

CONSIDÉRANT que les effluents industriels rejetés par l'installation présentent un faible volume de rejet ;

CONSIDÉRANT que ce faible volume de rejet ne permet pas la réalisation d'un échantillonnage représentatif sur une durée de 24 heures ;

CONSIDÉRANT dès lors, la nécessité de remplacer la valeur limite exprimée en concentration moyenne sur 24 heures par une valeur limite exprimée en concentration maximale instantanée sans modification des valeurs limites de rejet ;

CONSIDÉRANT que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées dans un bassin de régulation d'une capacité de 1440 m³ implanté en partie ouest du site ;

CONSIDÉRANT que le projet entraîne une augmentation de l'ordre de 24% des surfaces imperméabilisées ;

CONSIDÉRANT que le volume nécessaire à la rétention d'une pluie d'orage de retour décennal s'établit à 2480 m³ ;

CONSIDÉRANT que ce volume peut être constitué du bassin précité et des réseaux en amont de ce bassin ;

CONSIDÉRANT qu'en aval, le bassin précité sera notamment équipé d'un séparateur à hydrocarbures dimensionné conformément à la norme EN 858-2 (classe 1), garantissant une concentration de 5 mg/l en hydrocarbures totaux avant rejet ;

CONSIDÉRANT les performances techniques du séparateur à hydrocarbures et les résultats des campagnes de mesures des rejets d'eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT dès lors, que ce retour d'expérience justifie la révision de la prescription relative aux valeurs limites d'émission dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT l'acquisition par la société FRANPAC SAS de la parcelle cadastrale référencée AW134 de la commune de Douarnenez, d'une superficie de 8020 m² ;

CONSIDÉRANT les mesures de compensation présentées dans le dossier du 12 juillet 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la zone humide de compensation représente une superficie de 5680 m² sur la parcelle cadastrale précitée ;

CONSIDÉRANT dès lors, la nécessité de réaliser une évaluation des fonctions de la zone humide de compensation et un suivi des fonctionnalités de cette même zone ;

CONSIDÉRANT que l'activité de production de l'installation est à l'origine d'émissions canalisées et diffuses de composés organiques volatils (COV) ;

CONSIDÉRANT que le projet entraîne une augmentation de la consommation en produits solvants ;

CONSIDÉRANT néanmoins que le projet provoque la diminution de la part d'émissions diffuses en situation future en raison de l'optimisation de l'exploitation des 4 incinérateurs de COV associés aux lignes de vernissage et d'impression ;

CONSIDÉRANT que les résultats des campagnes de mesures des rejets atmosphériques réalisées en 2022, 2023 et 2024 ne révèlent pas d'écart aux valeurs maximales opposables, excepté pour l'incinérateur raccordé à la ligne 202 ;

CONSIDÉRANT que les valeurs mesurées à la sortie de l'incinérateur de la ligne 202 ne dépassent ni les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles (MTD) pour le paramètre NOx, ni le niveau d'émission indicatif pour le paramètre CO ;

CONSIDÉRANT que la ligne 202 est utilisée uniquement lors des opérations de maintenance sur les autres lignes de fabrication de boîtes de conserves métalliques afin d'assurer la continuité de la production ;

CONSIDÉRANT que ces opérations représentent une durée maximale de 6 semaines par an, soit 720 heures de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT l'impossibilité technique de raccorder la ligne 202 à un autre incinérateur ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a formulé et justifié une demande de dérogation aux valeurs limites d'émission en oxydes d'azote (NOx) et monoxyde de carbone (CO) fixées par l'article 3.9.1.3 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé dispose notamment : « l'exploitant peut solliciter une dérogation afin de définir des valeurs limites d'émissions qui excèdent les valeurs fixées par l'annexe du présent arrêté [...]. Lorsque la valeur limite d'émission sollicitée excède les niveaux d'émission associés aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles de la décision d'exécution 2020/2009, la demande de l'exploitant est formulée et instruite dans les formes prévues au I de l'article L. 515-29 et selon la procédure prévue au R. 515-68 du Code de l'environnement » ;

CONSIDÉRANT dès lors que la demande de dérogation formulée par l'exploitant est recevable ;

CONSIDÉRANT que l'étude acoustique réalisée en 2021 a mis en évidence un dépassement des valeurs limites applicables fixées par l'arrêté préfectoral du 20 août 2008 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'étude acoustique réalisé en 2023 a consisté à identifier les sources sonores prépondérantes et modéliser l'impact acoustique futur ;

CONSIDÉRANT le plan d'actions présenté par l'exploitant dans le dossier du 13 novembre 2024 susvisé ;

CONSIDÉRANT que depuis 2023, l'exploitant a engagé des actions correctives visant à réduire les émissions sonores générées par le fonctionnement de ses installations ;

CONSIDÉRANT le contrôle acoustique réalisé du 5 au 8 septembre 2025 met en évidence l'efficacité des actions correctives engagées et justifie la poursuite du plan d'actions initié ;

CONSIDÉRANT dès lors, la nécessité de réaliser des mesures des niveaux sonores selon le calendrier présenté dans le dossier du 13 novembre 2024 susvisé afin de vérifier le caractère suffisant desdites actions ;

CONSIDÉRANT la proposition de l'exploitant relative au déplacement du point de mesures LP5 au sud-ouest du terrain d'assiette ;

CONSIDÉRANT que cette relocalisation permet une évaluation acoustique pertinente au droit de la zone à émergence réglementée ZER C ;

CONSIDÉRANT que l'analyse détaillée des risques a permis de caractériser l'intensité et la criticité des 8 phénomènes dangereux retenus ;

CONSIDÉRANT que les flux thermiques à l'origine d'effets irréversibles (3 kWh/m²) restent circonscrits dans le périmètre des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la modélisation de l'incendie du magasin 2 conclut à une durée d'incendie supérieure aux caractéristiques de résistance au feu des murs d'une durée de 120 minutes ;

CONSIDÉRANT dès lors, la nécessité de prescrire des caractéristiques de résistance au feu d'une durée de 180 minutes pour les murs du magasin 2 précités ;

CONSIDÉRANT la sectorisation des zones de stockage de matières combustibles afin de limiter la propagation d'un incendie ;

CONSIDÉRANT que le local de stockage des vernis projeté est équipé d'un système d'extinction automatique avec émulseur non fluoré à haut foisonnement, conforme à la règle APSAD R12 ;

CONSIDÉRANT que l'acceptabilité des effets des phénomènes dangereux repose notamment sur la mise en œuvre effective de ces dispositions constructives et techniques ;

CONSIDÉRANT dès lors, la nécessité de prescrire la réalisation d'un contrôle de conformité des dispositions constructives des zones de stockage de matières combustibles et du système d'extinction automatique associé au local de stockage de vernis ;

CONSIDÉRANT les justifications du dimensionnement des besoins en eau nécessaires à la défense extérieure contre l'incendie ;

CONSIDÉRANT le volume de 1380 m³ prenant en compte un fonctionnement des moyens disponibles pendant 2 heures à un débit de 690 m³/h ;

CONSIDÉRANT que les installations projetées relèvent, pour certaines d'entre elles, du champ d'application de la directive du 24 novembre 2010 susvisée ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation prévues dans le dossier du 13 novembre 2024 susvisé sont conformes aux meilleures techniques disponibles décrites dans la décision d'exécution publiée le 9 décembre 2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation versée au registre d'enquête ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement et des services déconcentrés et établissements publics de l'Etat consultés ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par l'exploitant ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société FRANPAC SAS (AIOT n°0005500732), dont le siège social est situé 32 route de Kervéoc'h à Douarnenez (29170) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations mentionnées au chapitre 1.2 et à les modifier dans les conditions décrites dans la demande du 26 avril 2024 complétée susvisée.

Article 1.1.2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

L'ensemble des prescriptions des arrêtés préfectoraux du 20 août 2008 et du 29 juin 2022 ainsi que de la preuve de dépôt du 19 décembre 2019 susvisée sont supprimées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 1.1.3. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles d'implantation	Adresse
DOUARNENEZ	Section ZO, parcelles n°61, 70, 71, 72, 73 (en partie), 76, 77, 132, 172, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217	Route de Kervéoc'h

La surface d'emprise totale de l'établissement est de 110656 m². à l'intérieur de cette emprise, les installations, voies, aires de circulation représentent une surface de 65485 m².

Article 1.1.4.

installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au chapitre 1.2 ci-après.

CHAPITRE 1.2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées (ICPE) suivantes :

Rubrique de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée	Régime ¹
3670-2	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an.	Consommation de solvants : 520 tonnes/an	A
1510-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ .	2 647 tonnes de matières combustibles stockées dans un volume de 307540 m ³ (IPD 1 = IPD A + IPD B)	E
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1 000 kW.	1 250 kW	E

Rubrique de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée	Régime ¹
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t.	107 tonnes	E
2450-A	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles... utilisant une forme imprimante. A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j.	Quantité totale de produits consommée : 60 kg/j	D
2564-1-c	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques.	Volume de solvant utilisé pour le dégraissage de surface : 481 litres	DC
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110, lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, du fioul domestique [...], si la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	Installation de combustion comprenant 3 chaudières fonctionnant au gaz naturel : 1,83 MW	DC
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t.	180 tonnes	DC

¹ A = Autorisation ; E = Enregistrement ; DC = Déclaration avec Contrôle périodique ; D = Déclaration

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA) suivantes :

Rubrique de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée	Régime ¹
2.1.5.0.2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Surface totale du site raccordée au bassin de régulation des eaux pluviales = 11 ha	D
3.3.5.0.2°	Travaux ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à la réalisation de cet objectif : b) Restauration de zones humides ou de marais.	Parcelle n°134 (section AW) de la commune de Douarnenez, d'une superficie de 5680 m ²	D

¹ D = Déclaration

Article 1.2.1. Réglementation Seveso

L'établissement ne relève ni du seuil haut ni du seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement, que par la règle de cumul en application du point II de ce même article.

Article 1.2.2. Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques. Les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relatives à cette rubrique principale sont celles associées au document BREF « Traitement de surface utilisant des solvants » (décembre 2020).

CHAPITRE 1.3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation

environnementale déposé le 13 novembre 2024 susvisé. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 : CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

L'usage futur du site à prendre en compte en cas de cessation d'activité est le suivant : usage industriel.

CHAPITRE 1.5 : DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées sur le site.

TITRE 2 : PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 2.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Caractéristiques des rejets atmosphériques

N° conduit	Installation(s) associée(s)	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm³/h)	Vitesse d'éjection (m/s)
Lignes d'impression					
R11	Ligne 204 – extraction zone 1	14,38	0,60	5780	5,9
R12	Ligne 204 – extraction zone 2	9,2	0,40	4240	9,9
R4	Ligne 206 – extraction zone 1	15,5	0,60	5930	6,0
R10	Ligne 206 – extraction zone 2	15,5	0,4	4040	9,4
Lignes de vernissage					
R7	Ligne 101 – extraction zone 2	15,5	0,5	10000	14,8
R1	Ligne 101 – sortie incinérateur	15,5	0,5	17100	24,3
R13	Ligne 103 – extraction zone 3	10	0,5	7630	10,8
R14	Ligne 103 – sortie incinérateur	15	0,5	14700	20,9
R6	Ligne 105 – extraction zone 2	13	0,5	5340	7,9
E34	Ligne 105 – hotte opérateur	13	0,5	4720	7,0
R3	Ligne 105 – sortie incinérateur	13	0,6	16000	16,2

N° conduit	Installation(s) associée(s)	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm³/h)	Vitesse d'éjection (m/s)
Ligne mixte					
R8	Ligne 202 – extraction zone 2	13	0,4	5160	12,1
E35	Ligne 202 – hotte opérateur	9	0,5	12900	24,7
R2	Ligne 202 – sortie incinérateur	13	0,5	16500	24,4
Lignes d'application de pâte à joint d'étanchéité liquide					
E7	Ligne 801 à 808	9	0,6	13000	14,6
E62	Ligne 906	8	0,4	4000	9,8
E52	Lignes 701/702, 910 et 809	9	0,4	4200	10,3
Installation de combustion					
C1	Chaudière 1	12	0,3	600	3,1
	Chaudière 2	12	0,3	650	3,4
CS	Chaudière de secours	12	0,4	1260	4,9

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 2.1.2. Valeurs limites des rejets atmosphériques

Les émissions totales annuelles de composés organiques volatils (COV) respectent les valeurs limites fixées à l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé.

Le fonctionnement de la ligne 202, utilisée pour maintenir la production lors des opérations de maintenance, est autorisé sur une durée maximale de 6 semaines par an, soit 720 heures. L'exploitant tient à jour un registre des relevés des heures de fonctionnement de la ligne 202. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées.

Les rejets canalisés liés aux installations associées à un traitement thermique des solvants organiques (incinérateur), définis à l'article 2.1.1, respectent les valeurs suivantes :

		N° conduit			
		R1	R14	R3	R2
Oxydes d'azote (NOx)	Concentration moyenne (mg/Nm³)	100	100	100	130
	Flux (kg/h)	1,71	1,47	1,60	2,14
Monoxyde de carbone (CO)	Concentration moyenne (mg/Nm³)	100	100	100	300
	Flux (kg/h)	1,71	1,47	1,60	4,95
Composés organiques volatils totaux (COVT)	Concentration moyenne (mg/Nm³)	20	20	20	20
	Flux (kg/h)	0,34	0,29	0,32	0,33

Les rejets canalisés liés aux lignes d'application de pâte à joint d'étanchéité liquide utilisée dans le cadre de la fabrication des fonds, définis à l'article 2.1.1, respectent les valeurs limites suivantes :

		N° conduit		
		E7	E62	E52
Ammoniac (NH3)	Concentration maximale (mg/Nm³)	50	50	50
	Flux (kg/h)	0,65	0,20	0,21

Les rejets canalisés liés aux installations de combustion, définis à l'article 2.1.1, respectent les valeurs limites prescrites par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

Article 2.1.3. Surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant réalise la surveillance des rejets atmosphériques définis à l'article 2.1.1, selon la fréquence prescrite par :

- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé pour les installations de combustion ;
- l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé pour les lignes d'impression, de vernissage et mixte.

TITRE 3: PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire Bretagne et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Baie de Douarnenez.

CHAPITRE 3.1 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal
Réseau AEP	Douarnenez	2000 m ³ /an

Le réseau d'alimentation des sanitaires par les eaux pluviales est raccordé à un réservoir de stockage d'une capacité de 10 m³. Ce réseau est équipé d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement et les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes est (sont) installé(s) afin de prévenir tout risque de mélange aux eaux de procédés et aux eaux destinées à la consommation humaine.

CHAPITRE 3.2 : CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 3.2.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement) et les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- eaux résiduaires industrielles issues des opérations de nettoyage des sols ;
- eaux vannes (sanitaires, lavabos, cantine...).

Article 3.2.2. Points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux issues des opérations de nettoyage des sols et eaux vannes
Coordonnées Lambert 93	X = 157 857,92 m ; Y = 6 800 198,05 m
Traitement avant rejet	Réseau d'assainissement communal
Exutoire du rejet	Station d'épuration communale de Douarnenez (code SANDRE : 0429046S0001)
Milieu naturel récepteur	Rejet en mer

Point de rejet codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales collectées dans l'enceinte du site industriel (toitures et voiries)
Coordonnées Lambert 93	X = 157 616,02 m ; Y = 6 800 139,65 m
Traitement avant rejet	Bassin de régulation d'une capacité de 2480 m³, puis séparateur à hydrocarbures
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Milieu naturel récepteur	Ruisseau de « Pénity » puis la Baie de Douarnenez

CHAPITRE 3.3 : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :-

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30°C ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l

Article 3.3.1. Eaux issues des opérations de nettoyage des sols et eaux vannes

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites définies ci-dessous, avant rejet des eaux issues des opérations de nettoyage des sols et des eaux vannes dans le réseau d'assainissement communal de Douarnenez :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale instantanée
Volume	1552	5 m³/i
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	350 mg/l
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	1313	250 mg/l
Matières en suspension (MES)	1305	100 mg/l
Azote global (NGL)	1551	10 mg/l
Phosphore total (Pt)	1350	5 mg/l
Métaux totaux	8096	15 mg/l
Fer (Fe)	1393	5 mg/l
Zinc (Zn)	1383	3 mg/l
Aluminium (Al)	1370	2 mg/l
Cuivre (Cu)	1392	2 mg/l
Etain (Sn)	1380	2 mg/l
Nickel (Ni)	1386	2 mg/l

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale instantanée
Chrome (Cr)	1389	0,5 mg/l
Plomb (Pb)	1382	0,5 mg/l
Cadmium (Cd)	1388	0,2 mg/l
Indice phénol (IP)	1440	0,3 mg/l
Composés organiques halogénés (AOX)	1106	1 mg/l
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	10 mg/l

Article 3.3.2. Eaux pluviales

Les eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées de l'établissement (bâtiments, voiries et parkings) sont collectées dans un bassin d'une capacité de 2480 m³, assurant la régulation des eaux pluviales et le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites définies ci-dessous, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale instantanée
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	62 mg/l
Matières en suspension (MES)	1305	17 mg/l
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	5 mg/l

Article 3.3.3. Eaux industrielles

Les eaux industrielles (eaux de mouillage, eaux liées au process de photogravure, eaux de lavage des peignes, et eaux de nettoyage des têtes de jointage) sont collectées au sein de l'établissement puis évacuées et traitées en tant que déchets dangereux selon les dispositions prévues au titre IV du livre V du Code de l'environnement (partie réglementaire).

CHAPITRE 3.4 : SURVEILLANCE DES REJETS

Article 3.4.1. Contrôle des rejets d'eaux usées industrielles

L'exploitant réalise une campagne annuelle de mesures afin de déterminer les concentrations maximales de l'ensemble des paramètres définis à l'article 3.3.1 du présent arrêté, dans les eaux résiduaires industrielles de son établissement au point de rejet codifié n°1 visé à l'article 3.2.2 du présent arrêté.

Article 3.4.2. Contrôle des rejets d'eaux pluviales

L'exploitant réalise la surveillance des rejets d'eaux pluviales dans les conditions suivantes :

Paramètre	Unité	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg/l	semestrielle	semestrielle
Matières en suspension (MES)	mg/l	semestrielle	
Hydrocarbures totaux (HCT)	mg/l	semestrielle	

TITRE 4 : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 4.1 : LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les points de mesure en limite de propriété et en zones à émergence réglementée sont définis sur le plan en annexe 1 du présent arrêté.

Article 4.1.1. Niveaux limites de bruit en limite de propriété de l'établissement

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

Point de mesure	Période de jour : de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
1	67 dB(A)	53,5 dB(A)
2	62,5 dB(A)	49 dB(A)
3	47 dB(A)	46 dB(A)
4	47,5 dB(A)	43 dB(A)
5	50 dB(A)	47 dB(A)

Article 4.1.2. Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Article 4.1.3. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 susvisée.

TITRE 5 : PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant informe l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la production de tout déchet ne relevant pas de la liste codifiée présentée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 13 novembre 2024 susvisé. Il joint à cette information la liste codifiée précitée.

TITRE 6 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 6.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 6.1.1. Dispositions constructives et comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. En ce sens, la conception des installations est conduite de sorte à assurer une séparation effective des risques par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

L'exploitant fait réaliser un contrôle de conformité des caractéristiques de résistance au feu des zones de stockage de matières combustibles aux hypothèses décrites dans le dossier de demande d'autorisation en date du 13 novembre 2024 susvisé, complétées par les dispositions particulières du chapitre 7.3, par un organisme tiers compétent. Les justificatifs attestant du respect des caractéristiques de résistance au feu sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées.

Article 6.1.2. Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires à la résorption des anomalies majeures et mineures relevées et assure une traçabilité desdites actions correctives.

Article 6.1.3. Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'une pollution accidentelle ou d'un incendie dans l'établissement est recueilli dans un ouvrage de confinement étanche d'une capacité minimale de 2480 m³.

Cet ouvrage est entouré d'une clôture munie d'un portail d'accès fermé à clé. Il est conçu, implanté et dimensionné de sorte à prévenir toute contamination ou pollution et entretenu en bon état de sorte à conserver son étanchéité et garantir en permanence le volume de confinement disponible.

Les organes de commandes nécessaires à la collecte de ces eaux et à la mise en œuvre de cet ouvrage – vanne(s) de dérivation des réseaux, vanne(s) de fermeture d'urgence ou dispositif(s) présentant des garanties équivalentes – doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement ou à distance. La mise en œuvre de ces organes fait l'objet d'une consigne particulière.

Avant rejet, les eaux recueillies doivent satisfaire aux valeurs limites prescrites à l'article 3.3.2. A défaut, elles sont traitées en tant que déchets dangereux dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement.

CHAPITRE 6.2 : DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 6.2.1. Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage du site est assuré en dehors des périodes de fonctionnement de l'établissement. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

L'exploitant prend toutes les mesures afin que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

Article 6.2.2. Clôture

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture est réalisée en matériau(x) résistant(s) et incombustible(s) d'une hauteur minimale de 2 mètres ; elle est aménagée de manière à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité.

CHAPITRE 6.3 : MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

L'exploitant met à disposition des secours des ressources en eau d'une capacité de 1380 m³ en prenant en compte un fonctionnement pendant 2 heures à un débit de 690 m³/h.

A ce titre, l'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie définis ci-après :

- un réseau d'extinction automatique d'incendie couvrant l'atelier de Kervéoc, alimenté à partir :
 - d'une réserve primaire, d'une capacité de 22 m³, située à l'intérieur de l'atelier de Kervéoc ;

- d'une réserve secondaire, d'une capacité de 321 m³, située à l'extérieur ;
- une réserve en eau d'extinction d'incendie implantée à l'ouest de l'établissement, d'une capacité de 390 m³ et équipée de trois prises d'aspiration ;
- une réserve en eau d'extinction d'incendie implantée à l'est de l'établissement, d'une capacité de 500 m³ équipée de quatre prises d'aspiration ;
- cinq poteaux incendie – dont deux dispositifs publics – susceptibles d'assurer en fonctionnement simultané un débit minimum de 180 m³/h à partir des dispositifs publics et de 60 m³/h à partir de l'un des dispositifs privés.

Ces moyens sont complétés a minima par :

- des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques ;
- des robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues des bâtiments ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Toute création ou modification des points d'eau (réserves, poteaux) est signalée par l'exploitant aux services d'incendie et de secours ainsi qu'à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées.

L'exploitant fait procéder à un contrôle de conformité du système d'extinction automatique de la cellule de stockage de vernis à ses spécifications techniques de conception et de construction. Ce contrôle est réalisé par un organisme tiers compétent avant la mise en exploitation de ladite cellule.

Le rapport de contrôle de conformité est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées accompagné des justificatifs des éventuelles actions curatives requises.

TITRE 7 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 7.1 : ZONE HUMIDE

Article 7.1.1. Protection de la zone humide mitoyenne

L'exploitant met en place une clôture d'une hauteur minimale de 1,8 m permettant d'assurer la conservation de la zone humide présente en partie ouest des terrains d'assiette de l'établissement.

Article 7.1.2. Exécution des travaux de la zone humide de compensation

L'exploitant procède, sous un délai maximal d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'exécution des travaux nécessaires à la compensation de la zone humide d'une superficie de 5680 m², située sur la parcelle cadastrale référencée AW134 de la commune de Douarnenez.

Article 7.1.3. Évaluation des fonctions de la zone humide de compensation

L'exploitant procède, sous un délai maximal d'un an à compter de l'achèvement des travaux mentionnés à l'article 7.1.2, à l'évaluation des fonctions de la zone humide de compensation mentionnée au même article.

Les résultats de l'évaluation réalisée en application de l'alinéa précédent accompagnés, le cas échéant, des mesures de compensation complémentaires nécessaires, sont transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées au plus tard 3 mois après l'achèvement de ladite évaluation.

Article 7.1.4. Suivi des fonctionnalités de la zone humide de compensation

L'exploitant réalise le suivi des fonctionnalités de la zone humide de compensation mentionnée à l'article 7.1.2, en référence à la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides, version 2 (Gayet et al., 2024). Ce suivi est réalisé à minima dès la 5^{ème} année après l'acquisition de la parcelle, puis 2 ans plus tard et enfin 10 ans après l'acquisition précitée.

Les résultats des suivis réalisés en application de l'alinéa précédent sont transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées au plus tard 3 mois après leur achèvement.

CHAPITRE 7.2 : MESURES COMPLÉMENTAIRES DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant effectue les mesures des niveaux sonores selon le calendrier présenté dans le dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 13 novembre 2024 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 de l'article 4.1.2.

Les rapports des mesures des niveaux sonores mentionnés à l'alinéa précédent statuent sur le caractère suffisant des actions de prévention des émissions sonores pour chaque source sonore objet du plan d'actions présenté dans le dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 13 novembre 2024 susvisé.

L'exploitant informe l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de l'achèvement de ce plan d'actions, de l'efficacité des actions mises en œuvre et des éventuelles actions complémentaires nécessaires. Cette information est transmise au plus tard le 31 octobre 2027.

CHAPITRE 7.3 : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES COMPLÉMENTAIRES

Les murs du magasin 2 séparant les cellules 1 et 2 et ceinturant la réserve secondaire de sprinklage d'une capacité de 321 m³ présentent des caractéristiques de résistance au feu d'une durée de 180 minutes.

TITRE 8 : DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 8.1 : CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du Code de l'environnement.

Le délai mentionné est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1) d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2) d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3) d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 8.2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes :

- 1) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site Internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l’affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d’affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par voie postale ou en utilisant l’application « Télérecours citoyen » accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l’auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d’irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d’envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

CHAPITRE 8.3 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l’article R. 181-44 du Code de l’environnement :

- 1) une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Douarnenez et peut y être consultée ;
- 2) un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Douarnenez pendant une durée minimum d’un mois – procès-verbal de l’accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3) le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l’article R. 181-38 du Code de l’environnement, à savoir Kerlaz, Le Juch, Plogonnec et Pouldergat ;
- 4) le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 8.4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement et l’inspection de l’environnement en charge des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Douarnenez et à la société FRANPAC SAS.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Rémi RECIO



Destinataires :

Mairies de Douarnenez, Kerlaz, Le Juch, Plogonnec, Pouldergat
DREAL UD 29
société FRANPAC

Annexe 1 de l'arrêté préfectoral n°2025-26-A du
Carte de localisation des points de mesures des niveaux sonores (chapitre 4.1)

